

plainte. Cependant, au dire de certains citoyens canadiens, plusieurs projets de loi déposés au Congrès, dont surtout "l'Omnibus Trade Bill", tentent notamment de redéfinir la notion de subvention et pourraient donner de nouvelles munitions aux producteurs américains. Tout ce débat est d'une extrême importance pour une industrie qui exporte 3 milliards de dollars, soit 75 % de sa production, aux États-Unis.⁽¹⁾ Bien que les avis semblent partagés sur le sujet, les producteurs du Nouveau-Brunswick se promettent de faire du lobbying en faveur de la politique du libre-échange.⁽²⁾ La récente imposition par les États-Unis de droits compensatoires sur certains produits de l'industrie forestière canadienne, ne fait que rehausser l'importance pour les gouvernements et les industries concernées de prendre des initiatives qui garantiront et faciliteront l'accès du Canada au marché américain. Dans cette perspective, le Comité se réjouit de la récente création d'une Direction des relations relatives à l'industrie et au commerce au sein du Service canadien des forêts. Cette Direction, en collaboration avec d'autres ministères et organismes fédéraux, relève et évalue les incidences des politiques et programmes fédéraux sur le développement de l'industrie forestière. Au cours de la présente année, le problème de la menace d'imposition par les États-Unis de sanctions commerciales applicables aux produits forestiers canadiens fera l'objet d'une attention particulière.⁽³⁾

Soulignons enfin que l'introduction de technologies permettant d'utiliser d'une façon optimale d'autres essences que le sapin et l'épinette dans la fabrication de pâtes et papiers, ainsi que l'intensification de la transformation, donc de la valeur ajoutée, et de la diversification des produits forestiers sont deux avenues dans lesquelles nos industries forestières doivent rapidement s'engager.⁽⁴⁾

(1) Gilles Gauthier, "L'industrie du bois de sciage craint d'être victime du libre-échange", La Presse, le 13 février 1986, cahier C, p. 3.

(2) Robert Love, Maritime Lumber Bureau, fascicule n° 53, le 29 octobre 1985, p. 128.

(3) Agriculture Canada, "Plan de dépenses du Programme du Service canadien des forêts 1986-1987", Budget des dépenses 1986-1987, Ottawa, 1986, p. 19.

(4) Robert Love, Maritime Lumber Bureau, fascicule n° 53, le 29 octobre 1985, p. 125-127.